EPA/MAXPPP/FERRARI ; REUTERS/BIANCHI

Palais du Quirinal (Rome), hier. Luigi di Maio, leader du Mouvement 5 étoiles.

Cela va-t-il déstabiliser l'économie de l'Union ?

PAR AURÉLIE LEBELLE

LA CONSTITUTION d'un gouvernement populiste, dont le programme devrait coûter la somme de 100 Mds€, pourrait fragiliser la troisième économie de la zone euro. Une sortie de l'Italie de la monnaie unique ou un défaut sur sa dette ne sont pas d'actualité, mais l'inquiétude monte. Dimanche, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a prévenu que « si le nouveau gouvernement prenait le risque de ne pas respecter ses engagements sur la dette, le déficit, mais aussi l'assainissement des banques, c'est toute la stabilité financière de la zone euro qui serait menacée ».

LES MARCHÉS FINANCIERS SONT-ILS INQUIETS ?

OUI. Le taux auquel l'Italie emprunte sur dix ans grimpe. Le 30 avril, il était de 1,8 % contre 2,27 % hier. « On est loin du 0,56 % de l'Allemagne et du 0,83 % de la France », précise François Chaulet, directeur général de Montségur Finance. Hier, la bourse de Milan a perdu 1,52 %. « Les taux sont encore très loin de ce que nous avons vu en 2008, lorsqu'ils étaient à 6 % », relativise Frédéric Rollin, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM.

PEUT-IL Y AVOIR UNE CRISE FINANCIÈRE EN ITALIE ?

TOUT DÉPEND DES RÉFORMES VOTÉES. « Le programme à 100 Mds€ ne se fera jamais ! veut croire Vincent Cudkowicz, directeur général de Bienprevoir.fr. La coalition devra revoir sa copie, car l'Italie est trop dépendante des aides de l'UE et de la Banque centrale européenne (BCE), qui possède 17 % de sa dette. » Mais si le programme devient réalité ? « Il y a un risque de dérapage des dépenses publiques qui peut vite alourdir la dette, car les marchés placeront les actifs italiens en *risque élevé* et les taux d'emprunt exploseront, redoute François Chaulet. La dette sera insoutenable, le PIB plongera et cela mènera à un éclatement de la coalition. »

RISQUE-T-ON UNE NOUVELLE CRISE, COMME EN GRÈCE ?

PAS VRAIMENT. En Grèce, « il s'agissait d'un Etat en faillite, alors qu'en Italie nous sommes face à une crise politique », estime Vincent Cudkowicz. Et si la crise devenait économique ? « Ce serait plus inquiétant, juge Philippe Waechter, économiste chez Natixis. Car lorsque la BCE a secouru la Grèce, bien plus petite, on était très loin des 2 300 Mds€ de la dette italienne. »

CETTE SITUATION PEUT-ELLE FRAGILISER L'EUROPE ?

OUI. La coalition a fait savoir qu'elle se sentait libre de ne pas respecter les engagements européens. « On peut craindre un rapprochement de l'Italie avec la Hongrie ou la Pologne, ce qui fragiliserait l'UE », précise Philippe Waechter. A Bercy, on assure vouloir « juger sur les actes ». Mais on affirme aussi que le Conseil européen de fin juin sera « un moment clé ». Selon les économistes, l'UE ne jouera peut-être pas la carte de la solidarité avec un Etat qui tourne le dos à ses engagements. « La BCE aura-t-elle la volonté d'intervenir ? questionne François Chaulet. Elle ne va pas racheter éternellement les actifs des pays membres… »

@AurelieLebelle

Un programme qui inquiète

58 PAGES pour une plongée dans l'inconnu. Le programme de gouvernement entre le Mouvement 5 étoiles (M5S) et la Ligue fait la part belle à l'euroscepticisme et contient des mesures explosives. Dans cette synthèse de deux philosophies politiques, on trouve aussi bien la rhétorique du M5S, comme sur la moralisation de la vie publique, que le tour de vis sécuritaire, anti-immigrés et anti-islam de la Ligue.

REFUSER « LES DIKTATS DE BRUXELLES »

Si l'idée d'un référendum sur la sortie de l'euro n'a pas été conservée, pour les deux partis populistes il faut dire non aux « diktats de Bruxelles ». Réforme fiscale avec baisse d'impôts drastique, abaissement de l'âge de la retraite, plan pour la santé, l'éducation, le handicap, revenu de citoyenneté à 780 € par mois… leur programme est chiffré à 100 Mds€. « Aucune de ces dépenses publiques n'est financée », rappelle Marc Lazar, directeur du centre d'histoire de Sciences-po et spécialiste de l'Italie, mais Luigi Di Maio (M5S) et Matteo Salvini (Ligue) parient sur une reprise de la croissance.

RÉFORMER LES INSTITUTIONS

La coalition propose une baisse du nombre de parlementaires avec 400 députés contre 630 aujourd'hui. Pour le Sénat, son effectif serait limité à 200, contre 318. Le futur exécutif souhaite aussi multiplier les référendums d'initiative populaire.

UNE CLAUSE ANTI-FRANCS-MAÇONS

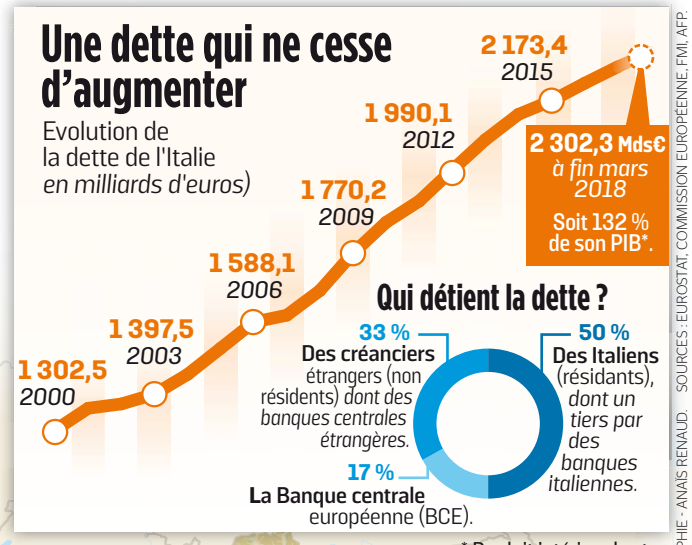
Sur le plan intérieur, la Ligue et le M5S prévoient que « ne puissent pas entrer dans le gouvernement des personnes qui appartiennent à la franc-maçonnerie ». « C'est dans la logique complotiste du M5S. Pour eux, il faut se méfier de la caste qui complote contre le bon peuple », analyse Marc Lazar. Cela rappelle « les lois fascistes que les francs-maçons ont toujours dénoncées et qui représentent les conséquences d'une dérive liberticide dangereuse », a répondu de son côté le Grand Orient dans un communiqué.

UN TOUR DE VIS SÉCURITAIRE

Le gouvernement promet la plus grande fermeté contre la corruption, toutes les formes de délinquance et une politique très dure contre les migrants. « L'Europe peut s'offusquer, explique Lazar. Mais cela renforce le réflexe nationaliste. 60 % des Italiens soutiennent ce projet de gouvernement. » **AURÉLIE SIPOS**

Une dette qui ne cesse d'augmenter

Evolution de la dette de l'Italie *en milliards d'euros)*



Qui détient la dette ?

* Produit intérieur brut.

LP/INFOGRAPHIE - ANAÏS RENAUD. SOURCES : EUROSTAT, COMMISSION EUROPÉENNE, FMI, AFP.

Les trois principales économies de l'UE

Selon le PIB*, en 2017

ALLEMAGNE 3 130,3 Mds€

FRANCE 2 194,8 Mds€

ITALIE 1 646,3 Mds€

LES ENTREPRISES FRANÇAISES ONT-ELLES À Y PERDRE ?

DE GRANDS GROUPES français ont investi, ces dernières années, dans les entreprises italiennes. Lactalis a racheté deux fleurons transalpins du fromage, Galbani et Parmalat, Vincent Bolloré s'est emparé de Telecom Italia… Seront-ils affaiblis avec l'arrivée du nouveau gouvernement ? Il n'y a pas de raison particulière de le craindre. En revanche, qu'adviendra-t-il du dossier des chantiers navals de Saint-Nazaire (STX), qui avait suscité de vives tensions entre les deux pays lorsque l'Italien Fincantieri avait souhaité monter au capital et que le gouvernement français annonçait une préemption temporaire pour garantir les emplois ? « C'est un dossier bouclé », balaie-t-on à Bercy. Un expert du dossier note, toutefois, que « le volet militaire des chantiers devra être abordé » avec le nouveau gouvernement. Enfin, concernant la ligne ferroviaire Lyon-Turin, déjà mal partie, Luigi Di Maio, du M5S, a annoncé unilatéralement le blocage de cet énorme chantier (8,6 Mds€ pour le seul tunnel). **A.L.**